

Profil sectorielle

Services Généraux

UNIFOR DANS LE SECTEUR DES SERVICES GÉNÉRAUX

Le secteur des services généraux d'Unifor regroupe près de 95 000 membres répartis dans divers segments comme l'hôtellerie, les soins de santé, l'éducation et d'autres branches d'activités mentionnées dans les profils de certains secteurs d'Unifor. Les 8 000 membres restants dont il est question ici fournissent des services essentiels qui contribuent considérablement au bien-être social et économique du Canada. Les membres des « autres services » travaillent dans différents domaines, dont la sécurité, l'entretien ménager, le soutien administratif, les services de placement et le soutien aux municipalités ou au gouvernement.

Alors que la couverture syndicale stagne à 33 % dans l'ensemble du secteur des services, cette proportion est fortement faussée par les branches d'activité du secteur public, où la couverture syndicale dépasse souvent 70 %. La couverture syndicale a tendance à être considérablement plus faible dans le secteur des autres services.

La taille des unités de négociation varie considérablement, allant de 4 à 425 membres. Parmi les principaux employeurs, on peut citer Securitas Canada, SerVantage, le District régional de Sunshine Coast et le Groupe Mount Pleasant, qui exploite des cimetières. Plus de la moitié des membres d'Unifor présents dans ce secteur vivent en Ontario.

Principaux employeurs d'Unifor	Nombre approx. de membres
Securitas Canada	425
SerVantage	306
District régional de Sunshine Coast	286
Groupe Mount Pleasant (cimetières)	190

Faits et chiffres du secteur

EXTRANTS

PIB sectoriel	552,7 G\$
Part du PIB canadien	28,0 %

COMMERCE

Exportations	10,2 G\$
Importations	12,0 G\$
Solde des échanges extérieurs	-1,8 G\$

EMPLOI

Emploi total	14 708 000
Changement en 10 ans	+17,2 %
Pourcentage du personnel à temps partiel	26,6 %
Salaire horaire moyen	26,24 \$/h
Changement des salaires réels en 10 ans	+2,1 %
Moyenne des heures travaillées par semaine	31,7

ENVIRONNEMENT

Émissions de gaz à effet de serre (2022)	132 750 kt
Évolution sur 10 ans	+0,7 %
Part du total de l'industrie canadienne	21,0%

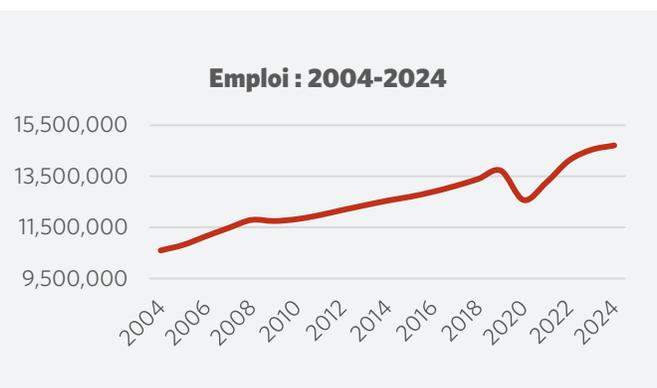
MAIN-D'ŒUVRE

Taux de couverture syndicale	33,0 %
Membres d'Unifor dans l'industrie	8 000
Part du nombre total de membres d'Unifor	2,5 %
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	290

Source : Statistique Canada; Service de recherche d'Unifor. Les données se rapportent à 2024, sauf indication contraire.

SITUATION ACTUELLE

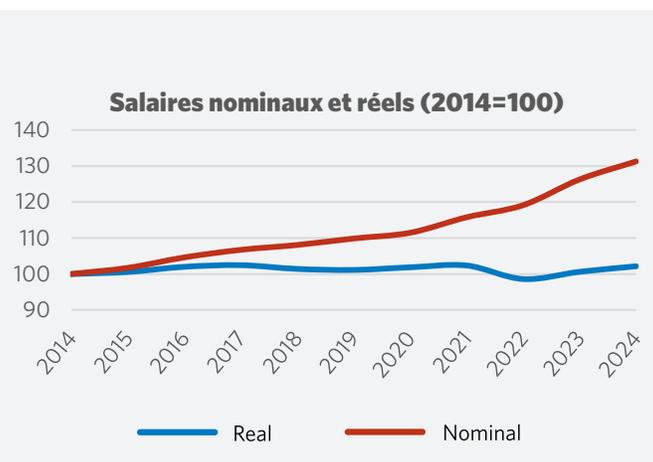
Le secteur canadien de l'aérospatiale est voué à la croissance, mais cette croissance dépendra en grande partie des décisions des gouvernements fédéral et provinciaux d'investir dans les entreprises canadiennes, d'accroître la main d'œuvre dans le secteur et d'acheter des produits et des innovations aéronautiques fabriqués au Canada.



Après un déclin important au plus fort de la pandémie de COVID-19, l'activité économique, notamment le produit intérieur brut (PIB), l'emploi et les exportations, a commencé à se redresser. Cependant, même 3 ans plus tard, l'industrie n'a pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie. En 2024, le PIB généré par la fabrication de produits et de pièces aéronautiques s'élevait à 8,4 milliards de dollars, une hausse par rapport au creux de 7,5 milliards de dollars enregistré en 2020, mais toujours bien en deçà du niveau d'avant la pandémie de 10,1 milliards de dollars en 2019. En 2024, le niveau d'emploi était également presque 2 fois moins élevé qu'en 2019. Toutefois, les dépenses en recherche et développement ont rebondi.

L'industrie aérospatiale offre des avantages économiques considérables qui doivent être nourris et guidés par les politiques publiques afin de garantir que ces avantages profitent à la population canadienne. Les emplois de qualité, l'innovation locale et le fort potentiel d'exportation font partie des avantages les plus intéressants.

Cependant, les tarifs douaniers américains pourraient affaiblir davantage l'industrie aérospatiale canadienne. Si certains tarifs douaniers américains peuvent exempter les produits conformes à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, ils ont tout de même freiné les investissements dans le secteur, tout comme l'enquête de sécurité nationale portant sur les avions commerciaux, les moteurs et les pièces.



Parallèlement, les gouvernements canadien et européen mènent d'importantes discussions sur la fabrication des produits et la prestation des services nécessaires à la protection de leur souveraineté. L'adhésion du Canada au réseau européen d'approvisionnement en matière de défense pourrait avoir des retombées économiques substantielles pour l'industrie aérospatiale nationale. Le Canada, ainsi que ses partenaires de l'OTAN, s'est engagé à accroître ses dépenses dans la défense au cours de la prochaine décennie pour atteindre des niveaux jamais vus depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces dépenses incluent notamment des investissements dans la recherche, le développement et la production dans le secteur de l'aérospatiale. L'industrie aérospatiale canadienne est particulièrement bien placée pour répondre à cet appel.

ALLER DE L'AVANT : DÉVELOPPER LE SECTEUR DU MONTAGE D'AUTOMOBILES

À l'échelle mondiale, la demande d'avions civils, de recherche et sauvetage, de lutte contre les incendies et de défense ne cesse de croître. L'industrie spatiale, qui comprend des satellites en orbite terrestre basse et une technologie d'exploration spatiale, devrait connaître une croissance importante au cours de la prochaine décennie. La recherche et le développement axés sur les nouvelles technologies visant à réduire les émissions et à s'attaquer aux enjeux de la prochaine génération dans le secteur de l'aérospatiale sont déjà en cours.

Le Canada dispose de tous les outils nécessaires pour développer son industrie aérospatiale afin de répondre à la demande mondiale, mais ces ressources doivent être exploitées et délibérément ciblées. La Politique du secteur de l'aérospatiale d'Unifor, intitulée Construire pour la prochaine génération : [Une stratégie des travailleuses et travailleurs pour l'industrie aérospatiale canadienne](#), définit quatre piliers pour lesquels le gouvernement, l'industrie et les syndicats doivent collaborer afin de développer l'industrie, de créer des emplois de qualité et de stimuler le développement économique tout en protégeant la souveraineté du Canada.

Le Canada doit élaborer une stratégie industrielle pour le secteur, dirigée par un conseil de développement multipartite. Ce conseil devrait établir un plan global visant à retenir la main-d'œuvre actuelle tout en attirant la prochaine génération de travailleuses et travailleurs dans l'industrie. Les principales activités devraient inclure un financement flexible portant des échéances prolongées pour les établissements d'enseignement, la bonification des salaires et des conditions de travail, et un dialogue constructif sur les changements technologiques.

Le gouvernement doit également utiliser les solutions canadiennes d'approvisionnement pour renforcer l'industrie et investir dans l'écosystème aérospatial grâce à un financement ciblé et à des partenariats stratégiques, tout en mettant en place un programme de financement diversifié, évolutif et flexible. Ces actions permettront aux entreprises canadiennes de répondre à la demande des gouvernements et de garantir que les avantages économiques profitent aux travailleuses et travailleurs canadiens.

Recommandations en matière de développement du secteur

- Négocier l'élimination définitive des tarifs douaniers américains.
- Élaborer une stratégie industrielle nationale pour le secteur de l'aérospatiale sous la direction d'un conseil multisectoriel pour le développement de l'industrie.
- Mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement public favorisant la « fabrication canadienne » afin de garantir une plus grande part d'innovations et de contenus canadiens.
- Élaborer une approche à deux volets pour le perfectionnement et la rétention de la main-d'œuvre en améliorant la qualité des emplois afin de retenir la main-d'œuvre actuelle et d'attirer la prochaine génération de talents.